

9C\_543/2021, arrêt du 20 juillet 2022 proposé à la publication

# Le droit à la rente d'orphelin

## DE QUOI S'AGIT-IL?

Une institution de prévoyance peut-elle supprimer le droit à la rente d'orphelin dans le cas où un orphelin en formation perçoit simultanément à celle-ci un revenu d'activité lucrative mensuel moyen supérieur à la rente de vieillesse complète maximale de l'AVS?

## EXPOSÉ DES FAITS

A la suite du décès de son mari, en octobre 2011, la Caisse de pensions a alloué à A une rente de conjoint survivant et une rente d'orpheline pour sa fille B à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2011. B suivait une formation en cours d'emploi auprès d'une HES. En parallèle, B travaillait au sein d'une administration cantonale comme collaboratrice à un taux d'occupation de 50 % du 1<sup>er</sup> septembre 2011 au 31 août 2015. À la suite de la révision du dossier par la Caisse de compensation en octobre 2014, le droit à la rente d'or-

phelin a été supprimé avec effet rétroactif au 31 décembre 2012, exigeant de A la restitution des prestations versées. La Caisse de pensions avait jugé que les conditions d'une restitution de prestation indûment perçues étaient réalisées et avait déduit des prestations de survivant versées à A, le montant de 27 193 francs. En janvier 2020, A a introduit une action contre la Caisse de pensions concluant à ce que celle-ci soit condamnée à lui verser notamment un montant de 27 193 francs. Le 8 septembre 2021, le Tribunal canto-

nal avait rejeté l'action et A a donc agi par voie de recours au Tribunal fédéral.

L'art. 48 al. 4 et 5 du règlement de prévoyance de la Caisse de pensions reprenait la teneur de l'art. 22 al. 3 let. a LPP prévoyant que la pension d'orphelin est due jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 18 ans. Le droit à la pension subsiste jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 25 ans tant que l'enfant fait des études ou un apprentissage.

## CONSIDÉRANTS

Contrairement à l'art. 25 LAVS donnant la compétence au Conseil fédéral pour définir les principes, l'art. 22 al. 3 let. a LPP prévoit uniquement que la fin de la formation entraîne l'extinction du droit à la rente d'orphelin. Le Tribunal fédéral retient dans son arrêt qu'une application par analogie des art. 49<sup>bis</sup> (formation) et 49<sup>ter</sup> (fin ou interruption de formation) RAVS, introduits le 1<sup>er</sup> janvier 2011, doit être exclue car une délégation législative fait défaut à l'art. 22 al. 3 let. a LPP. L'art. 49<sup>bis</sup> al. 3 RAVS précise qu'un enfant qui perçoit un revenu d'activité lucrative mensuel moyen supérieur à la rente de vieillesse complète maximale de l'AVS, n'a pas droit à une rente d'orphelin même s'il suit une formation conformément aux al. 1 et 2 dudit article.

Dans un ATF 142 V 226, le Tribunal fédéral avait mis en évidence que la délégation législative de l'art. 25 al. 5 LAVS accordait un très large pouvoir d'appréciation au Conseil fédéral. Il avait reconnu que la limite de revenu fixée à l'art. 49<sup>bis</sup> al. 3 RAVS ne présentait pas de lien direct avec la notion de «formation», mais avait néanmoins considéré que la

délégation législative devait être comprise de façon large.

Dans le présent arrêt, le Tribunal fédéral justifie d'interpréter la notion de formation de l'art. 22 al. 3 let. a LPP par analogie avec celle de l'art. 25 al. 5 LAVS en fonction des éléments qualitatifs prévus par l'art. 49<sup>bis</sup> al. 1 et 2 RAVS, qui reprennent la jurisprudence sur la notion de formation à laquelle le Tribunal fédéral s'est référé pour définir les termes d'apprentissage et d'études au sens de l'art. 22 al. 3 let. a LPP.

Toutefois, il précise qu'il en va différemment de l'élément quantitatif par lequel le Conseil fédéral a défini la notion de formation en adoptant l'art. 49<sup>bis</sup> al. 3 RAVS. Le Tribunal fédéral avait considéré par le passé – avant l'entrée en vigueur de cette disposition – que le fait que l'orphelin réalisait un revenu lui permettant de subvenir à ses besoins, en parallèle à ses études, ne constituait pas un motif d'extinction du droit à la rente d'orphelin de l'AVS. Il a par ailleurs retenu que la limite de revenu figurant à l'art. 49<sup>bis</sup> al. 3 RAVS ne présente pas de lien direct avec la notion de formation;

s'il a admis la conformité au droit fédéral de cette norme, c'est en raison du large pouvoir d'appréciation dont disposait le Conseil fédéral au regard de la délégation législative de l'art. 25 al. 5 LAVS. Une telle délégation législative fait cependant défaut à l'art. 22 al. 3 let. a LPP, tout comme un renvoi à la norme de la LAVS, ce qui exclut, sous l'angle systématique, une application directe de l'art. 49<sup>bis</sup> al. 3 RAVS.

En outre, les juges fédéraux ont conclu que le but des prestations du 2<sup>ème</sup> pilier est d'améliorer la situation financière de l'enfant en formation en maintenant son niveau de vie alors que celui de l'AVS/AI est la couverture des besoins vitaux et qu'une suppression de la rente d'orphelin du 2<sup>ème</sup> pilier pour le même motif que celle du 1<sup>er</sup>, revient à nier que la prestation de la prévoyance a pour but d'améliorer la situation financière de l'enfant en formation.

## CONCLUSION

Alors que la doctrine majoritaire était jusqu'alors d'avis qu'en raison de l'étroite coordination entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> pilier, les art. 49<sup>bis</sup> et 49<sup>ter</sup> RAVS étaient applicables par analogie en matière de prévoyance, cet arrêt clarifie donc la situation dans la LPP. Dans la prévoyance professionnelle, contrairement à l'AVS, une rente d'orphelin est due indépendamment du fait que l'orphelin travaille ou non et du gain que celui-ci perçoit pour autant que les autres conditions d'octroi de prestations soient remplies – en l'occurrence pour un orphelin de 18 ans révolus, la condition de forma-

tion. La Caisse de pensions a donc été condamnée à verser à A le montant correspondant à la rente d'orphelin, soit 27 193 francs plus un intérêt de 1 % depuis le 22 janvier 2020, les conditions d'une restitution de prestations induitement perçues au sens de l'art. 35a LPP, examinées par la juridiction cantonale, n'étaient pas réalisées.

Dans le cadre du calcul de surindemnisation (art. 24 OPP 2), les prestations de survivants et celles servies aux orphelins sont comptées ensemble. Ainsi, les institutions de prévoyance sont certes libres de définir dans leurs règlements de

prévoyance les conditions à remplir pour prétendre aux prestations, il n'en demeure pas moins que les prestations minimales LPP devront en tout cas être versées même si le règlement de prévoyance reprend lesdites dispositions d'exécution pour limiter le versement de rente d'orphelin en cas de revenu lucratif mensuel moyen supérieur à la rente de vieillesse complète maximale de l'AVS. |

**Angelica Catharina Meuli**

Associate Director, lic. iur.,  
WTW

WERBUNG

PUBLICITÉ

# Participez à des solutions de prévoyance avec une part d'actions pouvant atteindre 95 %.

Participez maintenant sur :



Avec nos solutions de prévoyance, vous profitez d'opportunités de rendement plus intéressantes avec une part d'actions stratégique pouvant atteindre 95 %. La durabilité est notre credo : nous nous sommes engagés à respecter l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat et nous orientons nos activités d'investissement sur une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> d'au moins 4 % par an.

Ces informations sont publiées à titre exclusivement publicitaire et ne constituent ni un conseil en placement, ni une offre. Les seules sources d'information faisant foi pour les placements sont les statuts, les règlements, les directives de placement ainsi que les éventuels prospectus de Swisscanto Fondation de placement ou de Swisscanto Fondation de placement Avant. Ceux-ci sont disponibles gratuitement auprès des Swisscanto Fondations de placement, Bahnhofstrasse 9, 8001 Zurich, ou sur le site [swisscanto.com](https://www.swisscanto.com). Les informations contenues dans le présent document ont été regroupées avec le plus grand soin par les éditeurs. Les informations et les opinions proviennent de sources fiables. En dépit d'une démarche professionnelle, les éditeurs ne peuvent pas garantir l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des indications fournies. Ils déclinent donc expressément toute responsabilité quant aux décisions d'investissement fondées sur le présent document. Avec une part d'actions supérieure à 50 %, le plafond fixé par l'OPP2 est dépassé.

9C\_543/2021, Urteil vom 20. Juli 2022, zur Publikation vorgesehen

# Anspruch auf eine Waisenrente

## WORUM GEHT ES?

Darf eine Vorsorgeeinrichtung den Anspruch auf Waisenrente aufheben, wenn eine Waise in Ausbildung gleichzeitig ein durchschnittliches monatliches Erwerbseinkommen erzielt, das höher ist als die maximale volle Altersrente der AHV?

## SACHVERHALT

Nach dem Tod des Ehegatten von A im Oktober 2011 richtete ihr die Pensionskasse ab dem 1. November 2011 eine Ehegattenrente und für ihre Tochter B eine Waisenrente aus. B absolvierte eine berufsbegleitende Ausbildung an einer Fachhochschule. Daneben war B vom 1. September 2011 bis 31. August 2015 bei einer kantonalen Verwaltung mit einem Beschäftigungsgrad von 50% als Mitarbeiterin tätig. Nach der Revision des Dossiers durch die Ausgleichskasse im Oktober 2014 wurde der Anspruch

auf Waisenrente rückwirkend auf den 31. Dezember 2012 aufgehoben und A wurde aufgefordert, die ausbezahlten Leistungen zurückzuerstatten. Die Pensionskasse war der Ansicht, dass die Voraussetzungen für die Rückerstattung unrechtmässig bezogener Leistungen erfüllt waren und zog von den an A ausgerichteten Hinterlassenenleistungen einen Betrag von 27 193 Franken ab. Im Januar 2020 erhob A gegen die Pensionskasse Klage mit dem Antrag, diese sei unter anderem zur Bezahlung von 27 193

Franken an sie zu verurteilen. Am 8. September 2021 wies das kantonale Gericht die Klage ab, worauf A beim Bundesgericht Beschwerde einreichte.

Art. 48 Abs. 4 und 5 des Vorsorgereglements der Pensionskasse entsprach dem Wortlaut von Art. 22 Abs. 3 Bst. a BVG. Demnach ist die Waisenrente bis zum Ende des Monats geschuldet, in dem das Kind 18 Jahre alt wird. Sofern sich das Kind in Ausbildung befindet, besteht der Rentenanspruch bis zum Ende des Monats, in dem es 25 Jahre alt wird.

## ERWÄGUNGEN

Abweichend von Art. 25 AHVG, wonach der Anspruch vom Bundesrat geregelt wird, sieht Art. 22 Abs. 3 Bst. a BVG nur vor, dass der Abschluss der Ausbildung zum Erlöschen des Anspruchs auf Waisenrente führt. Das Bundesgericht vertritt in seinem Urteil die Auffassung, dass eine sinngemässe Anwendung der am 1. Januar 2011 eingefügten Art. 49<sup>bis</sup> (Ausbildung) und 49<sup>ter</sup> (Beendigung und Unterbrechung der Ausbildung) AHVV auszuschliessen sei, da in Art. 22 Abs. 3 Bst. a BVG eine Rechtssetzungsdelegation fehle. In Art. 49<sup>bis</sup> Abs. 3 AHVV wird präzisiert, dass ein Kind, das ein durchschnittliches monatliches Erwerbseinkommen erzielt, das höher ist als die maximale volle Altersrente der AHV, selbst dann keinen Anspruch auf eine Waisenrente hat, wenn es gemäss Abs. 1 und 2 desselben Artikels in Ausbildung ist.

Im BGE 142 V 226 hatte das Bundesgericht aufgezeigt, dass die Rechtssetzungsdelegation von Art. 25 Abs. 5 AHVG dem Bundesrat einen sehr grossen Ermessensspielraum bietet. Es hatte zwar anerkannt, dass die in Art. 49<sup>bis</sup> Abs. 3 AHVV verankerte Einkommensgrenze in keinem direkten Zusammen-

hang mit dem Begriff Ausbildung steht, aber dennoch die Meinung vertreten, dass die Rechtssetzungsdelegation weit gefasst zu verstehen ist.

Im vorliegenden Urteil rechtfertigt das Bundesgericht seine Interpretation des Ausbildungsbegriffs von Art. 22 Abs. 3 Bst. a BVG analog zur Verwendung dieses Begriffs in Art. 25 Abs. 5 AHVG mit den qualitativen Elementen von Art. 49<sup>bis</sup> Abs. 1 und 2 AHVV. Sie greifen nämlich die Rechtsprechung zum Ausbildungsbegriff auf, auf den sich das Bundesgericht für die Definition des Begriffs Ausbildung im Sinne von Art. 22 Abs. 3 Bst. a BVG bezog.

Das Bundesgericht präzisiert jedoch, dass für das quantitative Element, mit dem der Bundesrat den Ausbildungsbegriff bei der Verordnung von Art. 49<sup>bis</sup> Abs. 3 AHVV definierte, nicht dasselbe gilt. Bereits früher – vor dem Inkrafttreten dieser Bestimmung – hatte das Bundesgericht die Auffassung vertreten, dass die Erzielung eines Einkommens durch die Waise zur Bestreitung ihres Lebensunterhalts neben ihrem Studium kein Grund für die Aufhebung des Anspruchs auf Waisenrente der AHV sei. Ausserdem argumentierte es, die in Art. 49<sup>bis</sup>

Abs. 3 AHVV vorgesehene Einkommensgrenze stehe in keinem direkten Zusammenhang mit dem Ausbildungsbegriff. Die Bundesrechtskonformität dieser Bestimmung begründete es mit dem grossen Ermessensspielraum des Bundesrats in Bezug auf die Rechtssetzungsdelegation von Art. 25 Abs. 5 AHVG. Eine solche Rechtssetzungsdelegation, wie auch ein Verweis auf die Bestimmung des AHVG, würden jedoch in Art. 22 Abs. 3 Bst. a BVG fehlen, was aus Sicht der Rechtssystematik eine direkte Anwendung von Art. 49<sup>bis</sup> Abs. 3 AHVV ausschliesse.

Zudem gelangten die Bundesrichter zu der Ansicht, mit den Leistungen der 2. Säule werde das Ziel verfolgt, die finanzielle Situation des in Ausbildung befindlichen Kinds durch die Aufrechterhaltung seines Lebensstandards zu verbessern, während die AHV/IV auf die Deckung des Lebensbedarfs ausgerichtet sei. Mit einer Aufhebung der Waisenrente der 2. Säule aus demselben Grund wie in der 1. Säule würde man verneinen, dass die Vorsorgeleistung das Ziel verfolgt, die finanzielle Situation des in Ausbildung befindlichen Kindes zu verbessern.



## FAZIT

Bis zum Vorliegen dieses Entscheids herrschte die Lehrmeinung vor, dass die Art. 49<sup>bis</sup> und 49<sup>ter</sup> AHVV aufgrund der engen Koordination zwischen der 1. und der 2. Säule in Vorsorgefragen analog anzuwenden sind. Nun wird die Situation in der beruflichen Vorsorge geklärt. Im Gegensatz zur AHV ist eine Waisenrente in der beruflichen Vorsorge unabhängig davon, ob die Waise arbeitet oder nicht, und unabhängig von der Höhe ihres Verdiensts geschuldet, sofern die übrigen Voraussetzungen für die Gewährung von Leistungen erfüllt sind – im vorliegenden Fall für eine achtzehnjährige Waise die Bedingung, dass sie sich in Aus-

bildung befindet. Die Pensionskasse wurde somit verurteilt, A einen Betrag in Höhe der Waisenrente zu bezahlen, d. h. 27 193 Franken zzgl. 1 % Zins seit dem 22. Januar 2020, da die vom kantonalen Gericht geprüften Voraussetzungen für eine Rückerstattung unrechtmässig bezogener Leistungen im Sinne von Art. 35a BVG nicht erfüllt waren.

Zur Berechnung einer allfälligen Überentschädigung (Art. 24 BVV 2) werden die Hinterlassenenleistungen und die Leistungen an die Waisen zusammengerechnet. So steht es den Vorsorgeeinrichtungen zwar frei, in ihren Vorsorge-reglementen die Voraussetzungen für

einen Leistungsanspruch festzulegen, aber die BVG-Mindestleistungen sind auf jeden Fall zu erbringen, und zwar auch dann, wenn das Vorsorgereglement die besagten Ausführungsbestimmungen übernimmt, um die Zahlung von Waisenrenten bei einem durchschnittlichen monatlichen Erwerbseinkommen, das die maximale volle Altersrente der AHV übersteigt, zu begrenzen. |

**Angelica Catharina Meuli**

Associate Director, lic. iur.,  
WTW

WERBUNG

PUBLICITÉ

# Teilhaben an Vorsorge- lösungen mit bis zu 95 % Aktienanteil.

Jetzt teilhaben unter:



Mit unseren Vorsorgelösungen profitieren Sie von höheren Renditechancen mit einem strategischen Aktienanteil von bis zu 95 %. Nachhaltigkeit ist unsere Überzeugung: Wir haben uns dem Pariser Klimaziel verpflichtet und richten unsere Investitionstätigkeiten auf eine Reduktion der CO<sub>2</sub>e-Emissionen von mindestens 4 % pro Jahr aus.

Diese Angaben dienen ausschliesslich Werbezwecken und stellen keine Anlageberatung oder Offerte dar. Alleinverbindliche Grundlage für Anlagen sind die Statuten, Reglemente, Anlagerichtlinien und allfälligen Prospekte der Swisscanto Anlagestiftung oder Swisscanto Anlagestiftung Avant. Diese können bei den Swisscanto Anlagestiftungen, Bahnhofstrasse 9, 8001 Zürich, oder unter [swisscanto.com](https://www.swisscanto.com) kostenlos bezogen werden. Die in diesem Dokument enthaltenen Informationen wurden von den Herausgebern mit grösster Sorgfalt zusammengestellt. Die Informationen und Meinungen stammen aus zuverlässigen Quellen. Trotz professionellen Vorgehens können die Herausgeber die Richtigkeit, Vollständigkeit sowie die Aktualität der Angaben nicht garantieren. Die Herausgeber lehnen daher jede Haftung für Investitionen, die sich auf dieses Dokument stützen, ausdrücklich ab. Bei Aktienanteil grösser 50 % ist die Aktienquote nach BVV 2 überschritten.